

Saran, le 22 juillet 2025

DES AGENTS ENCORE UNE FOIS A LA BARRE DES ACCUSÉS.

Suite à un incident impliquant un détenu violent le week-end du 12 juillet 2025, la direction interrégionale tente de faire porter la responsabilité aux personnels. Plutôt que de défendre les agents qui assurent quotidiennement la sécurité de l'établissement, ils sont convoqués, interrogés, comme s'ils étaient les coupables d'un dysfonctionnement qu'ils subissent pourtant chaque jour.

Des voyous protégés, des agents accablés !

Aujourd'hui, il suffit qu'un détenu se sente frustré pour que l'on mette en cause l'intégrité de ceux qui incarnent l'autorité. Les voyous œuvrent en toute impunité, pendant que les agents sont exposés à des procédures disciplinaires abusives. La parole du personnel ne vaut plus rien face aux manipulations de certains profils pénaux.

Des ouvertures de cellules en pleine insécurité !

Chaque jour, les agents pénitentiaires ouvrent des cellules seuls, dans l'insécurité la plus totale. Un contre vingt. Un collègue isolé. Une erreur, et c'est le drame. L'administration joue à la roulette russe avec la vie de ses agents. Merci pour le label « **surveillant, acteur d'une détention sécurisée...** ».

Une pression psychologique insupportable !

Le manque d'effectif chronique, l'absence de reconnaissance, les menaces permanentes : tout cela engendre une pression psychologique énorme. Les agents sont à bout. Leur vie familiale est détruite, leur santé mentale négligée. Trop, c'est trop.

Les agents se défendent comme ils peuvent face aux agressions. Depuis le massacre d'Incarville, la peur est omniprésente. Chaque intervention peut être la dernière.

L'UFAP UNSa Justice dénonce :

- Une direction locale qui se plie aux volontés d'une direction interrégionale toute-puissante ;
- Des technocrates dans des bureaux loin de la réalité du terrain ;
- Le manque d'effectifs criant et la mise en danger quotidienne des agents ;
- L'oubli total de la souffrance psychologique des professionnels.

L'UFAP UNSa Justice réclame :

- La reconnaissance de la parole des agents ;
- L'arrêt des pratiques de suspicion permanente ;
- Des effectifs adaptés pour garantir la sécurité des ouvertures ;
- Des moyens pour la santé mentale des personnels.

L'UFAP UNSa Justice EXIGE :

- Que l'administration protège ses agents face aux pressions internes et externes ;
- Que les voyous cessent de dicter la loi à l'intérieur des murs ;
- Que les responsabilités soient établies en toute transparence, sans désigner de boucs émissaires.

L'UFAP UNSa Justice soutient :

- Tous les agents injustement mis en cause ;
- Chaque collègue qui subit les pressions sans renfort ;
- Tous ceux qui tiennent, dignes, malgré un système en déclin.

L'UFAP UNSa Justice est à vos côtés au quotidien pour défendre vos droits, votre dignité et votre sécurité.

Ensemble, ne lâchons rien.

Pour le bureau local,

Angui ANASSÉ

